



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 8 Décembre – 15 Décembre 2022

En bref

La Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) a révisé à la hausse ses prévisions de croissance économique du Mexique pour **2022. Selon l'entité, l'économie du Mexique** connaîtrait une croissance de 2,9 % cette année. Ces prévisions représentent une **amélioration d'un point de pourcentage** par rapport aux estimations précédentes d'octobre.

LE CHIFFRE À RETENIR

2,9 %

Prévision de croissance de l'économie mexicaine selon la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)

Zoom sur

La région CA-4 fait le point sur sa capacité énergétique lors de la septième édition de la **Semaine de l'Énergie, soutenue par l'Organisation Latino-Américaine de l'Énergie (Olade)**. L'évènement qui se tient du 12 au 16 décembre à Panama rassemble les représentants des 27 pays membres ainsi que les entreprises, chercheurs et **organismes de financement spécialistes de la question énergétique comme l'Agence Française de Développement et la Banque Intraméricaine de Développement**. **L'objectif de l'évènement est de faire le point sur la situation énergétique, montrer la résilience de la région et définir la stratégie énergétique à adopter face à la crise mondiale actuelle. Sur les 20 pays utilisant plus de 70 % d'énergie renouvelable dans leur matrice énergétique à l'échelle mondiale, 12 sont en Amérique latine, parmi lesquels le Belize, El Salvador, le Nicaragua et le Guatemala.**

Mexique

1. ECONOMIE

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a **relevé son taux d'intérêt directeur de 50 points** de base (pdb) pour le porter à 10,5 % ce jeudi 15 décembre. Si l'inflation a montré des signes de ralentissement, tant au Mexique (à 7,8 % g.a en novembre) que dans d'autres pays, les banques centrales voient toujours des risques de hausse des prix à la consommation (la composante de base continue de s'accélérer, à 8,5 % g.a en novembre), de sorte que la politique monétaire demeure stricte. Banxico a ainsi relevé son taux de référence de 50 points de base, à 10,5 %, conformément à la plupart des estimations du marché, et au même rythme que la réserve fédérale américaine, laquelle relevait son taux de référence un jour plus tôt. Avec cette nouvelle augmentation, le **taux d'intérêt directeur de Banxico** atteint un nouveau record historique, et totalise une augmentation de 650 pdb depuis le début du cycle de resserrement monétaire en juin 2021. Pour la première fois en sept mois, Banxico a ralenti le rythme des hausses, puisque les quatre réunions précédentes avaient conclu sur des augmentations de 75 pdb. La Banque centrale a également d'ores et déjà annoncé qu'elle ouvrirait l'année 2023 par une nouvelle hausse de **taux**, qui serait la seule de l'année, le portant à 11 % selon les estimations des marchés.

Selon la Commission Economique pour **l'Amérique Latine et les Caraïbes**, l'économie mexicaine connaîtrait une croissance de 1,1 % en 2023. Cette prévision est légèrement inférieure aux 1,2 % prévus par le Fonds Monétaire International, et aux 1,6 % prévus par l'OCDE. Si ce taux est positif, il demeure faible. En effet, en 2023, le **ralentissement de l'économie** étatsunienne, principal partenaire du Mexique, affecterait le secteur extérieur. En outre, les **taux d'intérêts**, qui resteront élevés, entraîneront des

changements dans l'appétit pour le risque, une plus grande volatilité financière, et des coûts d'accès aux marchés financiers internationaux plus élevés, affectant ainsi également les investissements nationaux et étrangers. Sur le plan intérieur, si l'inflation s'accélère, cela affecterait les salaires réels, et les revenus des ménages, ce qui affecterait à son tour la consommation privée (qui représente 75 % du PIB mexicain). Selon la CEPALC, les autorités ont un grand défi à relever pour améliorer le taux de croissance, notamment par des changements **structurels** qui renforceraient l'attractivité et l'intérêt des investisseurs pour le pays.

La Banque centrale du Mexique a révisé à la **baisse ses prévisions d'inflation pour 2023**. Au moins de novembre, en variation annuelle, **l'inflation atteignait 7,65 %, soit son plus faible** niveau depuis le mois de mai dernier. Néanmoins, l'indice des prix de base, lequel exclut de sa comptabilité les produits dont les prix sont très volatils, s'est quant à lui accéléré à 8,51 % g.a, sa plus forte variation depuis août 2000. Selon les prévisions actualisées de Banxico, l'inflation devrait se comporter comme suit en 2023 : (i) Au T1, l'inflation accélérerait de nouveau, à 8,1 % g.a (contre 8,3 % g.a lors des précédentes prévisions); (ii) Au T2, l'inflation s'établirait à 7,5 % (contre 7,6 %); (iii) Au T3, l'inflation s'établirait à 5,9 % (contre 5,8 %) ; et enfin (iv) Au T4, l'inflation terminerait l'année à 4,2 %. Le premier trimestre de 2024 marquerait le retour de l'inflation dans la fourchette cible de Banxico (de 3 % +/- 1pp), et atteindrait 3,8 %.

En janvier 2023, le Mexique se placera en tête de **l'Amérique Latine en termes de salaire minimum**. Selon le Ministère du Travail Mexicain, en janvier prochain, le pays se positionnera au-dessus du salaire minimum mensuel moyen de 301 USD des pays d'Amérique Latine, grâce à l'augmentation de 20 % convenue, qui portera à 321 USD par mois le salaire minimum du Mexique. La politique d'augmentation du salaire minimum de l'administration actuelle a entraîné cinq

augmentations de ce-dernier depuis 2019 (+16 % en 2019 ; +20 % en 2020 ; +15 % en 2021 ; +22 % en 2022 et +20 % en 2023).

Si la hausse des prix des denrées alimentaires **s'est modérée en novembre, pour** atteindre 12,54 % g.a, la pression se poursuivrait ces prochains mois. Il s'agit de la **plus faible hausse** depuis le mois de mai 2022, les hausses de prix les plus préoccupantes étant, en novembre, celles de l'industrie alimentaire (+16,42 % en g.a) et de l'industrie des boissons et du tabac (9,27 % g.a). L'inflation alimentaire demeure toutefois supérieure à l'inflation générale du mois de novembre, qui s'établit à 7,8 % g.a. Bien que l'inflation alimentaire ait ralenti en novembre (12,54 % g.a, contre 14,48 % g.a en octobre), après cinq mois d'accélération, ces produits continueraient de faire pression selon les dernières données de l'Institut National de la Statistique et de la Géographie (INEGI). En effet, la normalisation de la demande après la pandémie de Covid-19 a entraîné des pressions à la hausse sur les prix mondiaux, qui se sont accrues avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et se sont étendues tout au long de cette année, affectant le niveau général des prix de nombreuses économies, dont celle du Mexique.

La plénière du Sénat a approuvé à l'unanimité la réforme visant à doubler les jours de congés dans la Loi fédérale sur le travail. Le décret a été transmis à l'exécutif pour promulgation et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2023. L'amendement fait passer la période de vacances de six à douze jours au Mexique. Le pays figure parmi les économies ayant le moins de jours de congé au monde, au même titre que l'Ouganda, les Philippines et la Thaïlande, qui offrent 10 jours de congés payés à leur main-d'œuvre par an.

2. FINANCES PUBLIQUES

Le soutien budgétaire du gouvernement à Pemex **s'élèverait à 17 Mds USD de janvier à septembre.** Pemex, qui a demandé à plusieurs reprises le soutien du gouvernement, a bénéficié tout au long de l'année de la réduction de la taxe partagée sur les services publics et de transferts de ressources par le biais du Ministère de l'Énergie. L'an dernier, le soutien budgétaire accordé à la compagnie pétrolière totalisait 24,3 Mds USD.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le Mexique et le Canada seraient les « gagnants » du panel automobile du T-MEC. Le groupe spécial de règlement des différends chargé d'examiner le dossier des règles d'origine dans le secteur automobile, dans le cadre du T-MEC, s'est prononcé contre les États-Unis et en faveur du Mexique et du Canada. Le différend portait sur les interprétations divergentes des États-Unis, du Canada et du Mexique quant à la manière de calculer le pourcentage de véhicules provenant collectivement des trois pays. Le Mexique a d'abord demandé l'aide du groupe spécial pour résoudre le différend en janvier, car, comme le Canada, le pays souligne que le T-MEC stipule qu'un pourcentage plus élevé de pièces produites régionalement devrait être pris en compte pour l'expédition en franchise de droits que ce que les États-Unis veulent autoriser.

Les entreprises mexicaines estiment que la transparence en matière de cybersécurité pourrait nuire à leur compétitivité, selon PwC. L'enquête menée par le cabinet de conseil a montré que 67 % des dirigeants d'entreprises mexicaines estiment qu'un plus grand partage d'informations publiques et une plus grande transparence sur les questions cybernétiques constituent un risque et pourraient entraîner la perte d'un avantage concurrentiel (Digital Trust

Insights 2023). Pour Juan Carlos Carillo, directeur de la cybersécurité chez PwC, ceci est dû à deux raisons : (i) il n'existe pas de règles équitables pour toutes les entreprises mexicaines, et (ii) il n'y a pas d'incitations pour celles qui signaleraient un incident. Dans ce contexte, lorsqu'une entreprise subit un cyberincident et le publie, cela a un effet négatif, que les concurrents qui ont également subi un incident sans le publier ne subissent pas. Toutefois, selon les réponses des entreprises mexicaines, bien qu'elles soient préoccupées par l'impact concurrentiel que pourrait avoir sur elles le partage d'informations sur la cybersécurité, elles prennent déjà des mesures pour signaler les cyberincidents à leur propre organisation et aux autorités.

4. Indicateurs Bourse Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 15/12
Bourse (IPC)	-1,34%	-2,33%	50 047,7 points
Change USD/MXN	0,41%	-3,75%	19,76
Change EUR/MXN	1,35%	-10,04%	21,00
Prix du baril mexicain	0,81%	-6,40%	64,67

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Le FMI a rencontré les principales institutions financières du pays pour faire le point sur la situation économique du Guatemala. Cette rencontre a permis de mettre en évidence la stabilité de la croissance économique, le faible niveau de la dette publique et la résilience du pays face aux chocs négatifs actuels, permise notamment par sa politique monétaire interventionniste. La réunion entre le FMI et les responsables guatémaltèques est intervenue en complément des visites de travail se déroulant dans le cadre de l'Article 4 des statuts du FMI dont le but est d'effectuer une revue annuelle des indicateurs macroéconomiques et financiers du pays.

Le recouvrement des impôts permet de récolter 1,2 Md EUR de plus que prévu. Cette augmentation des recettes fiscales est la conséquence directe de l'amélioration du processus de collecte de l'impôt sur la valeur ajoutée (47,6 %) et de l'impôt sur les revenus, ce qui a permis une augmentation interannuelle du recouvrement d'impôts de 16 % entre 2021 et 2022. Ces fonds additionnels seront consacrés notamment au paiement de l'indemnisation des anciens combattants du conflit armé interne, pour compenser l'augmentation des retraites que l'Etat doit verser, et pour financer le Tribunal Suprême Electoral en prévision de l'organisation des élections présidentielles de l'an prochain.

Suite aux sanctions du Trésor américain, la compagnie minière Mayaniquel annonce la suspension de ses activités pour une durée indéterminée. Mayaniquel, filiale du groupe russe Solway Investment Group qui exploite des mines au Guatemala depuis 2011, est sanctionnée pour avoir organisé pendant plusieurs années de multiples systèmes de corruption impliquant des hommes politiques, des juges et des fonctionnaires. Deux autres sociétés guatémaltèques, CGN et ProNiCo ont également été sanctionnées par le Trésor américain pour les mêmes raisons. Dans d'autres affaires, l'ancien président du Congrès Allan Estuardo Rodriguez

Reyes, le député Jorge Estuardo Vargas Morales et l'ex ministre de l'énergie et des mines Luis Alfonso Chang Navarro ont également été placés sous sanctions américaines.

2. EL SAVADOR

La réforme des pensions permettrait à l'État de prélever directement sur l'épargne des travailleurs pour se financer. Selon certains experts, le nouveau projet de loi est dans son contenu similaire au système de retraite actuel, à la différence près que le gouvernement aurait accès désormais directement à la totalité des cotisations gérées par l'organisme en charge de la gestion des fonds de pension, notamment pour financer sa dette. A ce jour, l'État salvadorien n'a accès qu'à 45 % du total des cotisations retraites économisées par les travailleurs du pays. Selon ces analyses, le principal risque pour les nouveaux cotisants est que ne sont précisés ni la durée ni le taux d'intérêt auxquels le gouvernement assumera l'engagement des fonds de pension, qui pourraient par conséquent être modifiés selon les besoins du gouvernement.

La BCIE financera **deux projets d'infrastructure** majeurs en 2023. La BCIE prévoit d'investir un total de 1 Md USD l'an prochain au Salvador en priorisant les projets de ligne ferroviaire « Train du Pacifique » et du viaduc de Los Chorros. La ligne ferroviaire comprend 342 km de rails existants et 193 km de nouveaux rails. La première phase reliera San Salvador à la ville de Sonsonate et comprendra 103 km de nouvelles voies ferrées, tandis que la seconde phase couvrira 44 km entre Acajutla et Ahuachapán, près de la frontière guatémaltèque. Concernant l'expansion du viaduc, celle-ci est prévue en trois phases et fait partie du plan directeur « Corredor de Occidente » qui vise à améliorer la mobilité, la sécurité et la logistique afin de stimuler le commerce régional. Le Congrès a récemment approuvé des exonérations fiscales pour les entreprises prenant part au projet et approuvé le prêt convenu entre le Ministère des Finances et la BCIE pour le financement du projet.

3. HONDURAS

Seul 26 % du budget 2022 dédié à **l'investissement public a été exécuté au 7 décembre**. Selon le Secrétariat aux Finances (Sefin), sur les 11,7 Mds HLN initialement budgétés pour les investissements publics (soit 475 M USD), seuls 3 Mds HLN ont été décaissés, alloués aux secteurs de l'agroforesterie et au tourisme (980 MHLN), à la communication et à l'énergie (861 MHLN), à la protection humaine (846 M HLN) et au renforcement des institutions (334 M HLN). Les années précédentes, en 2020 et 2021, le budget dédié à l'investissement public avait été exécuté à hauteur de 62,1 % et 62,9 % respectivement.

3. NICARAGUA

L'Assemblée nationale a voté en urgence une modification du budget 2022 le 8 décembre, à trois semaines de sa clôture. Suite à la bonne performance de la collecte fiscale menée sur l'année 2022, le président Daniel Ortega a proposé d'amender la loi régissant le budget en cours. Les revenus prévus sont ainsi en hausse de 23,2% par rapport à ceux votés initialement, s'établissant dès lors à 112,8 Mds NIO (soit 3,1 Mds USD). Les recettes fiscales représentant 92,5% des revenus, et cette augmentation de budget provient majoritairement d'une hausse des revenus issus de l'impôt sur les revenus et sur la TVA. Les dépenses, budgétées à 106,6 Mds NIO, sont redistribuées : le Ministère des Finances perd 1 Md de son budget mais le Ministère des Transports et des infrastructures et le Ministère de la Santé obtiennent respectivement 2,5 Mds NIO et 1,5 Mds NIO en plus. Ce nouveau budget permet de dégager un excédent budgétaire de 6,5 Mds NIO (soit 17,8 M USD).

4. BELIZE

Le Belize a renégocié sa dette envers le **Venezuela dans le cadre de l'initiative PetroCaribe**. Le Premier ministre bélizien, John Briceño, a annoncé lors d'une visite officielle à

Caracas le 12 décembre qu'il était parvenu à un accord avec son homologue vénézuélien pour restructurer la dette actuelle que le Belize doit au Venezuela au titre de PetroCaribe. L'accord porte sur une réduction de dette comprise entre 132 M USD et 162 M USD. La dette publique du Belize s'élevant à 111% du PIB, cet accord permettrait ainsi de la réduire d'environ 7 points de pourcentage. Bien qu'il soit prévu que le Belize rembourse ce montant au Venezuela, dans les conditions prévues par PetroCaribe, à un taux d'intérêt de 2 % sur 25 ans, aucun échéancier n'a pour l'instant été communiqué.

5. PANAMA

Le Produit Intérieur Brut du Panama a augmenté de 9,5 % au troisième trimestre 2022 par rapport à la même **période de l'année dernière**. Selon le rapport du contrôleur général de la République, le PIB trimestriel atteindrait un montant de 11,4 Mds USD.

Selon le rapport "panorama social de l'Amérique latine et des caraïbes 2022" présenté à Santiago du Chili, par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le niveau de population sous le seuil de pauvreté au Panama a été réduite de 18,5% en 2014 à 15,6% en 2021. Ce niveau s'est cependant aggravé avec la pandémie de Covid (il était de 14,6 % en 2019). Cela représente environ 700 000 personnes sur les 4,3 millions d'habitants que compte le pays. Dans le même temps, l'extrême pauvreté est passée de 8,0 % en 2014 à 5,7 % en 2021 (contre 6,6 % en 2019).

Le consortium Minera Panama en charge de **l'exploitation de la mine de cuivre a refusé de signer l'accord avec le gouvernement** permettant la hausse du niveau de redevance perçue par l'État (passage de 2 % à 16 % des revenus bruts). Le délai fixé par ultimatum au 14 décembre 2022 par le gouvernement n'a pas permis aux deux parties de parvenir à un accord. Le président a convoqué une réunion extraordinaire du Conseil des ministres au cours et annoncé que des « mesures alternatives » seront prises pour « garantir l'exploitation de la

mine ». Le Conseil des ministres a ordonné le 15 décembre 2022, la cessation des opérations commerciales de la mine de cuivre, tout en recherchant la base juridique nouvelle permettant la mise en place d'un plan de préservation et de gestion de la mine. La mine de cuivre constitue un nouveau secteur d'activité économique pour le pays et de nouvelles recettes potentielles significatives pour le budget de l'Etat.

Le Panama a signé à Bruxelles, un accord administratif avec la Direction générale de la défense et de l'industrie de la Commission européenne, qui permettra l'accès et l'utilisation des services de données satellitaires du programme Copernicus. Le Panama deviendra ainsi un hébergeur de données dans le cadre de ce projet. L'administrateur général de l'Autorité nationale pour l'innovation gouvernementale (AIG), Luis Ricardo Oliva, a indiqué que le Panama est le premier pays au monde à signer cet accord et que l'établissement du centre régional de données Copernicus (i.e. un data center) sur le sol panaméen est une pierre angulaire de l'alliance numérique entre l'UE, l'Amérique latine et les Caraïbes.

4. COSTA RICA

Le Costa Rica connaît un renforcement significatif de ses échanges avec la Chine. Selon le ministère costaricien du commerce extérieur, le commerce avec la Chine a connu une croissance constante au cours de la dernière décennie, après la signature de l'ALE, passant d'un montant d'échanges de 1 483 M USD en 2012 à 3 246 M USD en 2021 (soit un taux de croissance annuel de plus de 9 %).

Selon un rapport de la Chambre de Commerce du Costa Rica (CCCR), l'économie nationale défend un bilan positif pour 2022, notamment au sujet de l'emploi. L'emploi augmenterait et l'informalité diminuerait dans le secteur commercial. Le nombre de personnes employées dans le secteur commercial serait passé de 343 299 pour le quatrième trimestre de 2019 à 383

488 pour le troisième trimestre de 2022, soit une hausse de 11 %.

Caraïbes

1. CUBA

Cuba va être relié en 2023 à un câble sous-marin déployé par le groupe français Orange, facilitant l'accès de l'île au haut débit. L'accord, signé le 7 décembre entre l'opérateur cubain de télécommunications Etecsa et Orange Marine (filiale d'Orange), permettra de connecter l'île de la Martinique avec la province de Cienfuegos, cette dernière située au centre de Cuba. D'après les autorités cubaines du secteur, la structure physique du câble sera prête en 2023, celui-ci doterait Cuba d'une nouvelle route pour les services internationaux et diversifierait géographiquement les points de connexion de l'île, qui n'en possède qu'un seul aujourd'hui.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

L'agence de notation Fitch Ratings maintient la note BB- de la République dominicaine. L'agence de notation Fitch Ratings a noté dans son dernier rapport du pays que les bons résultats en matière de croissance, les subventions du gouvernement visant à contenir une nouvelle hausse de l'inflation, la diversification des exportations et les résultats favorables en matière de gouvernance sont les aspects qui ont contribué au maintien de la note BB-. Fitch reconnaît, que malgré les difficultés liées aux hausses de taux d'intérêt, le pays dispose de réserves de trésorerie importantes, qui lui permettront une plus grande souplesse pour recourir aux marchés financiers.

Le président Luis Abinader a promulgué la loi 366-22, qui approuve le budget général de l'État pour l'exercice budgétaire 2023. Sur la base d'une croissance économique projetée de 4,8 %, le budget 2023 met en avant des priorités en

matière de santé et d'éducation et inclut également des projets d'infrastructures dont les projets de mobilité urbaine dans la capitale et à Santiago, deuxième ville du pays, pour lesquels participent plusieurs entreprises françaises. Pour le gouvernement central, les organismes autonomes et décentralisés, les institutions publiques de sécurité sociale, le montant total des recettes est établi à 27 Mds USD (21,5 % du PIB) : recettes consolidées de 20 Mds USD et sources financières consolidées de 7 Mds USD dont 75 % de financement externe. Les dépenses (27 Mds USD) incluraient des dépenses consolidées de 24 Mds USD et des dépenses financières consolidées de 2,8 Mds USD. Parmi les dépenses consolidées (19,2 %), les dépenses courantes représentent 20,9 Mds USD et les dépenses de capital 2,9 Mds USD. Le déficit serait de 3 % du PIB.

3. JAMAÏQUE

La Banque de Jamaïque (BOJ) a pris la mesure sans précédent de publier les taux payés sur les dépôts par les banques commerciales afin de renforcer la pression mise sur ces institutions à la suite de la hausse des taux directeurs de la banque centrale. La BOJ souhaite désormais que les déposants fassent pression sur les banques commerciales pour que celles-ci répercutent la hausse des taux directeurs sur les taux de rémunération des dépôts.

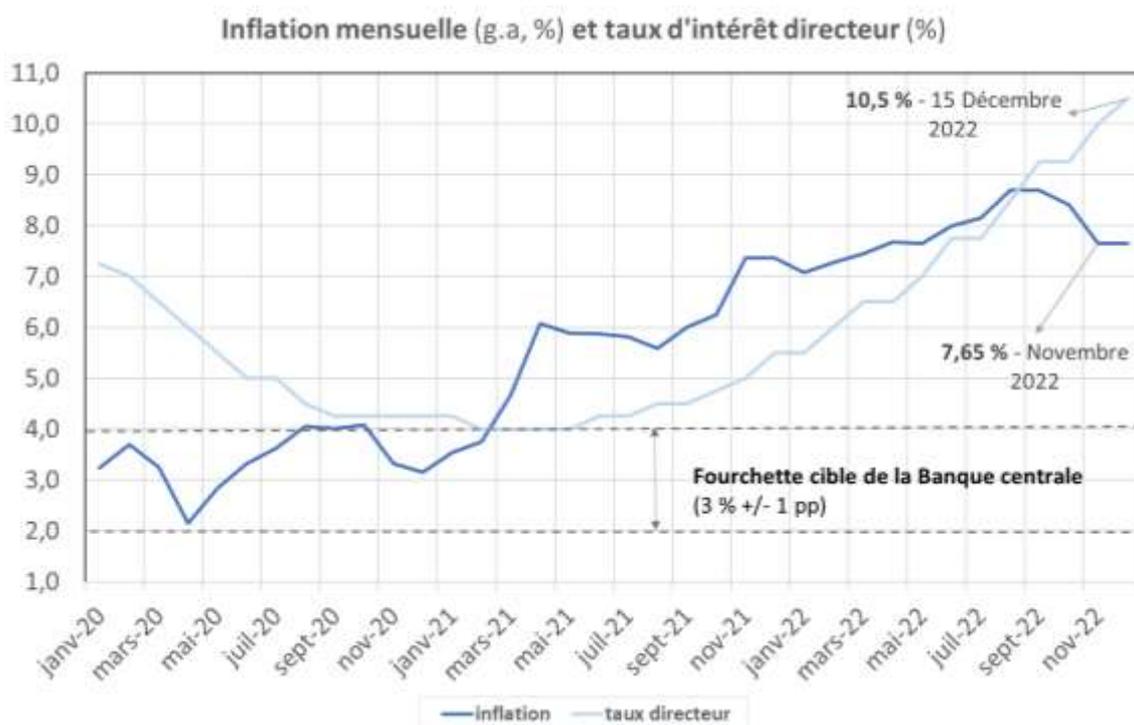


Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

–Annexe Graphique – Mexique –



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Banque centrale du Mexique